Revue de presse

Pressespiegel

MANIFESTE pour LA DIGNITÉ dans le canton de FRIBOURG

MANIFEST für DIE WÜRDE im Kanton FREIBURG

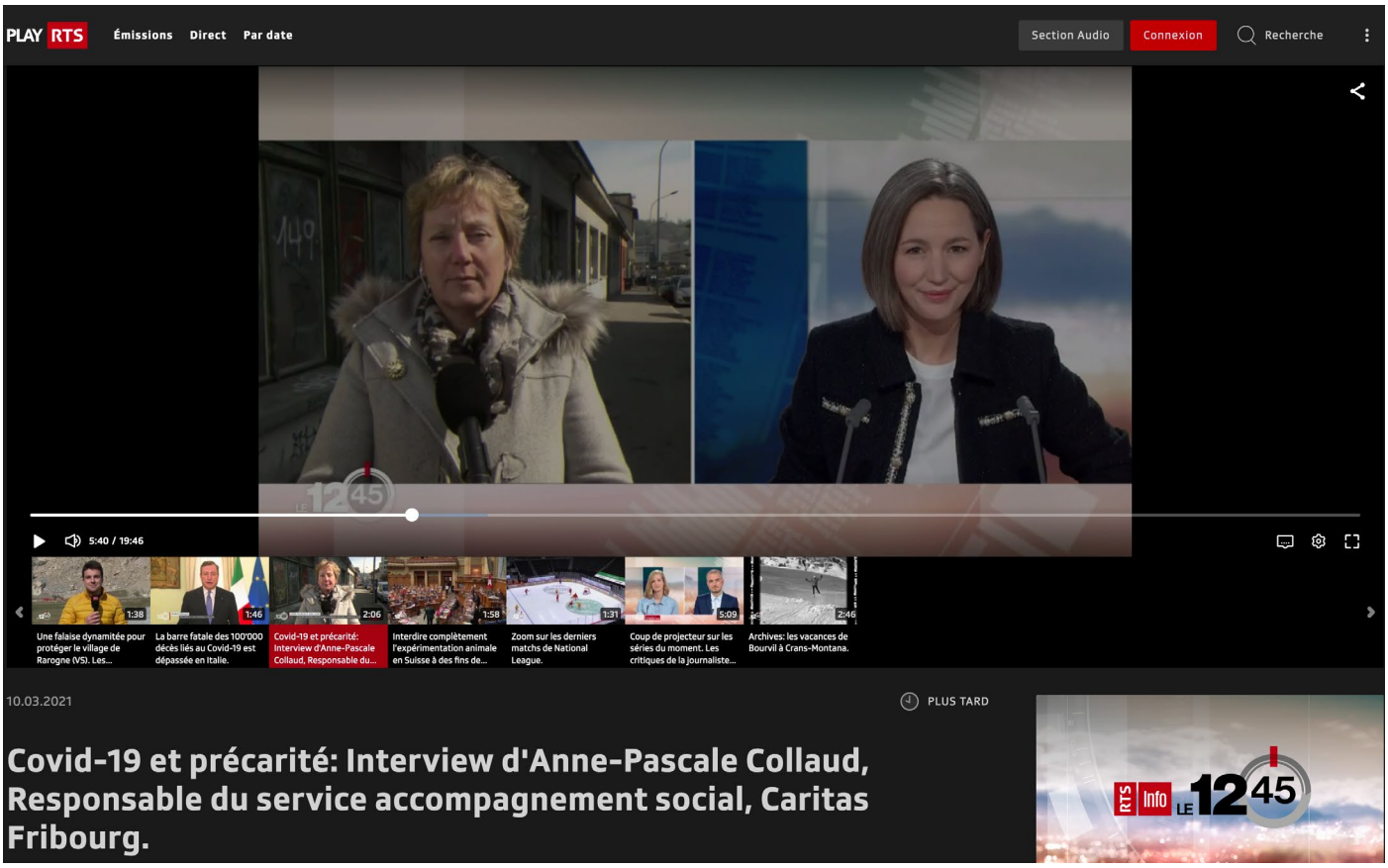
FR

10.03.21	**RTS - 12h45**	3
10.03.21	**La Télé - émission RADAR** Un Manifeste pour la dignité	4
10.03.21	**laliberte.ch - online** Un manifeste pour la dignité signé par 58 associations	5
10.03.21	**RTS La Première – Journal de 12:00**	6
10.03.21	**RTS La Première – Journal de 12:30**	6
10.03.21	**RTS - émission Couleurs locales**	7
10.03.21	**Radio Fribourg / Frapp.ch** Un «manifeste pour la dignité» contre la précarité	8
10.03.21	**ATS // bluewin.ch** Un manifeste pour la dignité présenté	9
11.03.21	**RTS La Première – Journal de 08:00**	6
11.03.21	**La Liberté** Elles se mobilisent pour la dignité	10
11.03.21	**La Gruyère** Près de 60 associations lancent un appel aux autorités	11-12-13
11.03.21	**Le Colvert du peuple** Le rude combat pour la dignité	14
17.03.21	**RTS La Première - La Ligne de cœur**	
18.03.21	**Reiso - revue d'information sociale** Fribourg: un manifeste pour la dignité interpelle les politiques	15
02.04.21	**SSP - Journal du Syndicat suisse des services publics** Fribourg: un manifeste pour la dignité interpelle les politiques	16
14.04.21	**La Liberté** Une banque pour en finir avec la faim	17-18

DE

10.03.21	**Freiburger Nachrichten** 58 soziale Organisationen schlagen Alarm: Die Corona-Krise verstärkt die Armut	19-20
11.03.21	**Radio Freibourg / Frapp.ch** Ein Manifest für die Würde	21-22
11.03.21	**SRF Radio, News** Im Kanton Freiburg haben sich nun rund 60 Organisationen zusammengeschlossen, um sich für diese Menschen einzusetzen.	23

https://www.rts.ch/play/tv/12h45/video/covid-19-et-precarite-interview-danne-pascale-collaud-responsable-du-service-accompagnement-social-caritas-fribourg-?urn=urn:rts:video:12035145



10.03.21 **La Télé - émission RADAR**
Un Manifeste pour la dignité

https://latele.ch/emissions/radar-fribourgeois/radar-fribourgeois-s-2021-e-48?s=3

https://www.laliberte.ch/info-regionale/fribourg/un-manifeste-pour-la-dignite-signe-par-58-associations-597717

10.03.2021

Un manifeste pour la dignité signé par 58 associations

ARM

Cinquante-huit associations fribourgeoises se mobilisent en signant un manifeste pour la dignité, mettant notamment en lumière l'augmentation de la précarité en raison de la crise sanitaire. Ils réclament la mise en place de 7 mesures.

La crise sanitaire actuelle entraîne une plus grande précarité financière, mais aussi sociale, alimentaire, immobilière. Depuis un an, de nombreuses associations fribourgeoises s'engagent encore davantage pour soutenir les personnes dans le besoin. Cinquante-huit d'entre elles ont signé un manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg, présenté ce mercredi 10 mars en conférence de presse.

Ces associations ont notamment adressé un courrier aux autorités comprenant sept mesures concrètes qu'elles souhaitent voir mises en place rapidement. Parmi elles figurent par exemple la garantie du droit à l'alimentation, proposant la création d'une banque alimentaire, l'introduction de prestations complémentaires pour les familles ou encore l'inclusion numérique pour tous.

10.03.21 **RTS La Première – Journal de 12:00 (passage à 2'20'')**
https://www.rts.ch/play/radio/le-journal-horaire/audio/le-journal-horaire-de-12h00?id=12021018

10.03.21 **RTS La Première – Journal de 12:30**
https://www.rts.ch/info/12033298-la-suisse-a-achete-trois-millions-de-doses-de-vaccins-supplementaires.html#timeline-anchor-1615378136364

11.03.21 **RTS La Première – Journal de 08:00 (passage à 2'57'')**
https://www.rts.ch/play/radio/le-journal-horaire/audio/le-journal-horaire-de-8h00?id=12023581

12h45

Manifeste pour la dignité à Fribourg

La crise sanitaire aggrave fortement la situation des plus démunis à Fribourg. C'est pour cela que 58 associations ont rédigé un manifeste pour la dignité.

Il regroupe sept revendications pour améliorer la situation des plus démunis, comme le droit à l'alimentation.

Ces associations préconisent aussi la suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale. Cette disposition actuellement en vigueur précipite - selon ces associations - les plus démunis dans la précarité.

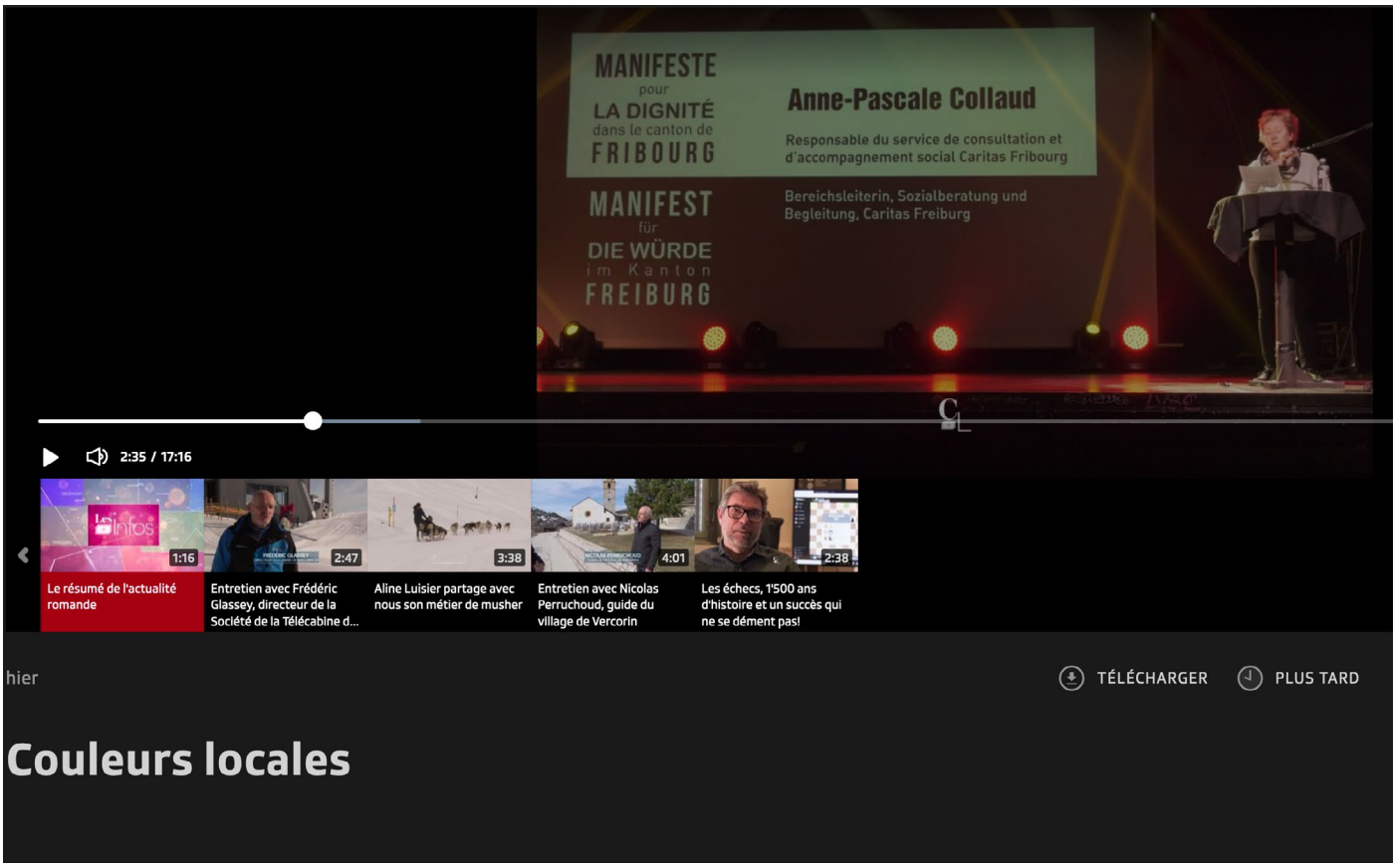
Les membres du collectif Dignité Fribourg insistent en particulier sur le fait de ne plus exiger obligatoirement le remboursement de la dette lorsque - justement - un bénéficiaire touche des prestations de l'aide sociale. Pour les personnes qui y recourent, ce remboursement enferme les ex-bénéficiaires dans une spirale infernale.

>> Les précisions de Maurice Doucas dans le 12h30:

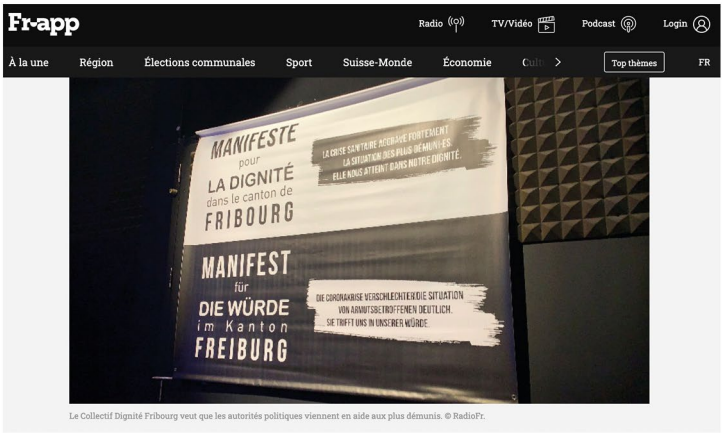
58 associations veulent lutter contre la précarité liée à la crise sanitaire dans le canton de Fribourg / Le 12h30 / 2 min. / aujourd'hui à 12:35

10.03.21 **RTS - émission Couleurs locales** (news, passage à 2'33'')

https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/le-resume-de-lactualite-romande?urn=urn:rts:video:12035821



https://frapp.ch/fr/articles/stories/chaque-enfant-doit-avoir-le-ventre-plein



Le Collectif Dignité Fribourg veut que les autorités politiques viennent en aide aux plus démunis. © RadioFr.

Société 11 mars 2021 à 11:42

Un "manifeste pour la dignité" contre la précarité

58 associations fribourgeoises s'unissent pour lutter contre la précarité dans le canton. Elles vont saisir les autorités.

La crise du coronavirus a considérablement impacté le quotidien des personnes en situation de précarité. Elle a aussi plongé dans la pauvreté certaines personnes ou certains ménages qui vivaient jusqu'à présent avec un revenu modeste. Pour leur venir en aide, ces 58 associations ont décidé d'agir et de demander de l'aide.

Ces institutions se sont unies pour créer le "Collectif Dignité Fribourg" et revendiquer 7 mesures concrètes. Dans le cadre de la révision actuelle de la loi fribourgeoise sur l'aide sociale, elles veulent supprimer le remboursement de la dette générée lorsqu'un bénéficiaire touche des prestations de l'aide sociale. Elles estiment aussi qu'avec la crise, les loyers et les assurances maladies grangrènent les budgets des familles, si bien que parfois, "il faut choisir entre payer son loyer ou acheter à manger", témoigne une mère de famille en situation de précarité.

La précarité a plusieurs visages

La pauvreté n'est pas seulement financière dans le canton de Fribourg, elle peut aussi être sociale. C'est pour cette raison qu'il faut aussi intervenir dans ce domaine. Le Collectif Dignité Fribourg demande donc aussi d'offrir des structures à ces personnes, afin qu'elles aient un ancrage social. "Ce ne sont pas des dépenses, ce sont des investissements", explique Cédric Fazan, le directeur de la Fondation Le Tremplin.

Ces mesures doivent s'inscrire sur le long terme, pour éviter de tomber dans une spirale infernale. "La précarité sociale engendre de nombreux maux, tels que problèmes de santé psychique et mentale, dépressions ou encore suicides", peut-on lire sur le courrier adressé aux autorités politiques.

Ces mesures doivent s'inscrire sur le long terme, pour éviter de tomber dans une spirale infernale. "La précarité sociale engendre de nombreux maux, tels que problèmes de santé psychique et mentale, dépressions ou encore suicides", peut-on lire sur le courrier adressé aux autorités politiques.

"Les institutions ont vu leur activité multipliée par deux ou trois, sans ressources supplémentaires dans la plupart des cas, poursuit encore Cédric Fazan. On est à flux tendu. On aura beaucoup de peine, dans un horizon assez proche, à assumer ce qu'on a fait jusqu'à maintenant." C'est pour cette raison que le Collectif appelle les autorités à les soutenir et à "renforcer et resserrer les mailles du filet social".

Manifeste pour la dignité dans le canton
11.03.2021
00:00 04:03

https://www.bluewin.ch/fr/infos/suisse/un-manifeste-pour-la-dignit-dans-le-canton-de-fribourg-619987.html

Un manifeste pour la dignité présenté

ATS
10.3.2021 - 13:46

Cinquante-huit associations interpellent autorités et population fribourgeoises sur l'impact négatif de la crise du coronavirus sur les personnes déjà ou nouvellement fragilisées. Elles lancent à cet effet un Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg.

Des associations lancent un Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg.
Keystone

Le document a été présenté mercredi devant la presse à Fribourg par le Collectif Dignité Fribourg. Outre le manifeste, accompagné d'une pétition publique, le collectif Dignité Fribourg a adressé un courrier à tous les conseillers communaux du canton, aux députés ainsi qu'au Conseil d'Etat avec sept «revendications concrètes».
Les associations ont émis un appel «fort»: «La situation doit changer et une société digne est possible». Selon elles, la crise a fait émerger une misère sociale et économique. Les files d'attente pour l'obtention de vivres ou la hausse des demandes de soutien auprès des œuvres d'entraide en sont des manifestations «flagrantes».

Action politique

C'est pourquoi les organisations actives dans l'aide aux personnes précarisées ou vulnérables ont décidé de s'unir pour réclamer le «droit à la dignité pour toutes et tous dans notre société à la fois riche et développée». Elles demandent que ces engagements fassent l'objet d'une politique rapide et coordonnée.

Les revendications touchent au droit à l'alimentation, à la suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale, aux prestations complémentaires pour les familles, à l'inclusion numérique, à la participation des personnes concernées aux mesures de lutte contre la pauvreté, à l'accès au logement et au renforcement de l'intégration sociale.

https://www.laliberte.ch/info-regionale/fribourg/un-manifeste-pour-la-dignite-signe-par-58-associations-597717

Elles se mobilisent pour la dignité

10.03.2021

Face à la montée de la précarité, une cinquantaine d'associations adressent des revendications à l'Etat

ANNE REY-MERMET

Social » Elles ont vu la situation se dégrader depuis près d'un an. Cinquante-huit associations du canton, aux premières loges pour constater l'étendue des problèmes, signent ensemble un manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg. Avec la pandémie et la crise sanitaire qu'elle entraîne, la situation de nombreuses personnes devient compliquée, voire intenable.

Pour lutter contre une précarité croissante, financière mais pas seulement, ces organisations se mobilisent. Elles ont notamment lancé une pétition et adressé un courrier aux autorités. Cette lettre comprend sept mesures concrètes que les associations souhaitent voir mises en place le plus rapidement possible. Le manifeste est notamment paraphé par Caritas Fribourg, Banc Public, Le Tremplin, Les Saint Bernard du cœur, Solidarité femmes Fribourg, Emmaüs Fribourg et bien d'autres encore.

réponse au gaspillage de nourriture et est un lieu de partage et d'intégration sociale», peut-on lire dans le courrier adressé au Conseil d'Etat, aux députés, aux présidents de partis et aux conseillers communaux.

Les associations réclament donc également la suppression de l'exigence de remboursement de l'aide sociale. «Fribourg et le Valais sont les derniers cantons romands à exiger cela, et le Valais réfléchit à le supprimer. Cette obligation incite des gens à se tourner vers les associations plutôt que vers l'Etat», déplore le directeur de Reper. Une révision de la loi sur l'aide sociale est en cours à Fribourg, l'avant-projet a été mis en consultation en février dernier. «Selon la commune où vous habitez, les règles ne sont pas les mêmes, ce n'est pas juste. Les chômeurs et les travailleurs avec des bas revenus vont également avoir besoin d'aide. C'est une bombe à retardement. Il ne s'agit pas de dépenses mais d'investissements pour l'avenir», estime Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

Toutes les situations peuvent se dégrader, la crise sanitaire l'a montré. Racontant son parcours à la conférence de presse, Karine Donzallaz, ex-bénéficiaire de l'aide sociale, explique comment elle s'est retrouvée à demander de l'aide il y a quelques années. Des problèmes de santé avaient eu raison de ses économies. Un témoignage fort qu'elle conclut ainsi: «Dans un passé pas si lointain, j'étais comme vous. J'avais un revenu, une vie sociale. Etre à l'aide sociale n'est pas un choix. Tout le monde a le droit à la dignité.»

Elles renoncent aux soins dentaires, très coûteux, mais cela peut ensuite s'avérer très onéreux pour les enfants, une fois adultes. Ils se retrouvent avec des dents en mauvais état et doivent se faire soigner», indique Anne-Pascale Collaud, de Caritas Fribourg.

Sur le pont depuis près d'un an, les associations se sont mobilisées pour s'adapter à la situation et ses conséquences, mettant par exemple sur pied des distributions de nourriture. «Le dispositif social actuel ne suffit pas, il ne répond pas aux besoins d'une frange de la population. La situation doit changer, il est temps d'alerter la population et d'engager un dialogue citoyen», relève Philippe Cotting.

Révision de l'aide sociale

Ces 58 associations, qui se qualifient de «lanceuses d'alerte», ont formulé sept revendications concrètes dans un courrier adressé aux autorités. Elles demandent la garantie du droit à l'alimentation, la suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale, l'introduction de prestations complémentaires pour les familles, l'inclusion numérique, l'accès à un logement décent, le renforcement de l'intégration sociale des personnes isolées et la participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ces organisations en appellent à des changements pour «une société digne», qui permet à tous d'avoir un toit et de la nourriture en suffisance, de se sentir en sécurité et de pouvoir prendre part à la vie citoyenne.

«Le dispositif social actuel ne suffit pas»
Philippe Cotting

Elles proposent des mesures concrètes, comme la création d'une banque alimentaire. «Une telle banque facilite le lien entre la production de nourriture et les bénéficiaires en s'appuyant sur un renforcement du partage social. Elle permet de rendre plus aisé l'accès à l'aide alimentaire, offre une réponse au gaspillage de nourriture et est un lieu de partage et d'intégration sociale», peut-on lire dans le courrier adressé au Conseil d'Etat, aux députés, aux présidents de partis et aux conseillers communaux.

Les associations réclament donc également la suppression de l'exigence de remboursement de l'aide sociale. «Fribourg et le Valais sont les derniers cantons romands à exiger cela, et le Valais réfléchit à le supprimer. Cette obligation incite des gens à se tourner vers les associations plutôt que vers l'Etat», déplore le directeur de Reper. Une révision de la loi sur l'aide sociale est en cours à Fribourg, l'avant-projet a été mis en consultation en février dernier. «Selon la commune où vous habitez, les règles ne sont pas les mêmes, ce n'est pas juste. Les chômeurs et les travailleurs avec des bas revenus vont également avoir besoin d'aide. C'est une bombe à retardement. Il ne s'agit pas de dépenses mais d'investissements pour l'avenir», estime Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

Toutes les situations peuvent se dégrader, la crise sanitaire l'a montré. Racontant son parcours à la conférence de presse, Karine Donzallaz, ex-bénéficiaire de l'aide sociale, explique comment elle s'est retrouvée à demander de l'aide il y a quelques années. Des problèmes de santé avaient eu raison de ses économies. Un témoignage fort qu'elle conclut ainsi: «Dans un passé pas si lointain, j'étais comme vous. J'avais un revenu, une vie sociale. Etre à l'aide sociale n'est pas un choix. Tout le monde a le droit à la dignité.»

11.03.21 **La Gruyère**
Près de 60 associations lancent un appel aux autorités

https://www.lagruyere.ch/2021/03/près-de-60-associations-lancent-un-appel-aux-autorités.html

Paraît le mardi, le jeudi et le samedi

LE JOURNAL DU SUD FRIBOURGEOIS
La Gruyère

N° 29 | Fr. 2.20 JA 1630 Bulle www.lagruyere.ch | 140e année Jeudi 11 mars 2021

ARCH - J.-B. MOREL

Il y a urgence à réagir, alertent les associations

PRÉCARITÉ. Ces derniers mois, la demande pour de l'aide alimentaire n'a cessé d'augmenter dans le canton. Avec le Covid, une nouvelle misère sociale et économique s'est installée. Près de 60 associations fribourgeoises se sont unies autour d'un manifeste pour la dignité. Elles appellent les autorités à prendre des mesures. PAGE 3

La Gruyère
LE JOURNAL DU SUD FRIBOURGEOIS

Près de 60 associations lancent un appel aux autorités

/// Réunies en collectif, 58 associations de tout le canton ont présenté hier un manifeste pour la dignité.

/// Le Covid a fait émerger une nouvelle misère sociale et économique. Selon ces associations, le dispositif actuel ne suffit plus.

/// S'appuyant sur sept revendications, elles appellent les autorités cantonales à prendre des mesures.

DOMINIQUE MEYLAN

PRÉCARITÉ. «Aujourd'hui, il y a une urgence humaine.» Ces mots de François Vallat, responsable du service solidarité de l'Eglise catholique du canton, résument l'état d'esprit des 58 associations fribourgeoises qui ont convoqué la presse hier. Elles veulent rendre visible la misère sociale et économique qui a émergé avec le Covid. Ce collectif a signé un manifeste pour la dignité qui appelle à une réponse politique rapide.

Depuis mars 2020, un nouveau pan de la population fribourgeoise a basculé dans la précarité. «Des personnes font les poubelles à la recherche de nourriture. Et nous sommes à Fribourg», dénonce Philippe Cotting, directeur de l'association Reper.

Multiples facettes

Cette détresse n'est pas qu'alimentaire. «La précarité est complète, elle touche tous les domaines», rapporte Anne-Pascale Collaud, responsable du service de consultation et d'accompagnement social de Caritas Fribourg. Des familles ne parviennent plus à acheter des lunettes pour leurs enfants. Certaines doivent choisir entre l'assurance de la voiture, souvent nécessaire pour leur emploi, et les assurances maladie. Les soins passent à la trappe. «Les enfants sont les premiers à en payer le prix», avertit Anne-Pascale Collaud.

Selon ces associations, le filet social prévu par le canton ne suffit pas. Elles ont donc adressé sept revendications aux autorités cantonales et communales. Elles espèrent ainsi éviter que la précarité ne s'installe dans la durée.

La première concerne l'aide sociale. Le collectif souhaite que son remboursement ne soit plus forcément exigé. Le Conseil d'Etat a déjà exprimé son refus d'aller dans ce sens, mais une motion est pendante au Grand Conseil. Alors que les associations font face à une importante augmentation des demandes, cela ne semble pas être le cas de l'aide sociale. Pour Philippe Cotting, c'est la preuve que cet outil ne fonctionne pas. «La plupart des gens ont peur de s'endetter.»

Un parcours difficile

Une ancienne bénéficiaire témoigne de sa descente aux enfers. Vendeuse de formation, elle a travaillé et gagné honorablement sa vie pendant des années. De gros problèmes de santé bouleversent sa situation et la contraignent à demander l'aide sociale. «Je n'imaginais pas que ce serait autant porteur de violences.» Cette Fribourgeoise de 41 ans a eu le sentiment de perdre sa dignité, sa liberté et son libre arbitre. «J'étais fortement limitée dans mon pouvoir d'agir, infantilisée.»

Ces derniers mois, les associations qui offrent une aide alimentaire ont été beaucoup sollicitées. ARCH - A.VULLIOUD

Les associations déplorent la complexité des démarches pour obtenir l'aide sociale. «Nous suivons une mère célibataire qui n'a plus ni carte d'identité, ni assurance maladie, ni adresse. On lui demande 25 documents officiels, alors qu'elle n'en a aucun», prend pour exemple Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

Le droit à l'alimentation est une autre des préoccupations du collectif, qui propose la création d'une banque alimentaire. «Le canton nous a aidés, mais cela ne suffit pas, estime Philippe Cotting. Le Conseil d'Etat s'appuie beaucoup trop sur les associations.»

«Les enfants sont les premiers à en payer le prix.»

ANNE-PASCALE, CARRITAS FRIBOURG

Pour les familles

Le collectif exige que les prestations complémentaires pour les familles soient introduites comme le prévoit la Constitution. Ces aides sont destinées à soulager les ménages contraints de vivre avec des revenus trop bas. Dans ce domaine, les choses avancent puisque le canton présentera un avant-projet vendredi.

L'inclusion numérique fait aussi partie des préoccupations, tout comme l'accès au logement ou la participation des personnes concernées aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté. Le collectif veut encore favoriser l'intégration des Fribourgeois touchés par la précarité.

Ce manifeste pour la dignité doit provoquer un débat public autant qu'une réponse politique. Il est accompagné d'une pétition. Un site internet, *www.dignite-fribourg.ch*, propose plusieurs témoignages sur les multiples facettes de la précarité.■

LE JOURNAL DU SUD FRIBOURGEOIS
La Gruyère

Des demandes d'aide arrivent chaque semaine

Dans le sud du canton, les Cartons du cœur et l'Association St-Bernard du cœur font face à une hausse constante des demandes. «C'est reparti très fort en début d'année, témoigne Yves Charrière, président de l'antenne gruérienne des Cartons du cœur. Cette situation perdure.» Avant le Covid, l'association St-Bernard du cœur qui est basée à Bulle aidait 217 familles: ce total est passé à 759 foyers, représentant plus de 3000 personnes dans tout le canton. «Cela continue d'augmenter, c'est cela qui est terrible», rapporte sa présidente, Claude Maillard.

Qui sont ces familles? «C'est tout le monde», réplique la Gruérienne. Certains ont perdu leur travail, d'autres ont vu leur revenu diminuer. «Nous avons des coiffeurs, des serveurs et nous commençons à avoir des restaurateurs», explique-t-elle. Selon une enquête du Centre de recherches conjoncturelles (KOF), citée en conférence de presse, les ménages dont le revenu est inférieur à 4000 francs ont subi en moyenne une diminution de 20% de leurs rentrées depuis le début du Covid. «Les dépenses incompressibles dépassent les revenus», déplore Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

> «Ma situation s'aggrave avec une pension quasi nulle certains mois. Et là, je suis confrontée au choix de payer mon loyer et les assurances maladie ou nourrir les enfants. C'est la panique.»

Sur le site internet du manifeste pour la dignité, une mère de trois enfants, séparée de son mari, témoigne: «Ma situation s'aggrave avec une pension quasi nulle certains mois. Et là, je suis confrontée au choix de payer mon loyer et les assurances maladie ou nourrir les enfants. C'est la panique.» Cette femme, dont le revenu s'élève à seulement 2000 francs par mois, ne peut pas prétendre à l'aide sociale parce que son loyer est trop élevé et qu'elle est toujours copropriétaire de la maison familiale.

Mais la précarité n'est pas qu'alimentaire. Un coach sportif qui venait d'ouvrir son entreprise avant le Covid n'a droit à aucun soutien. Il raconte comment il essaie, malgré les restrictions, de maintenir un semblant d'activités. Ou cet homme d'une cinquantaine d'années à la recherche d'un emploi: «Dans beaucoup de grandes entreprises, on a besoin de s'inscrire en ligne uniquement. Mais je ne sais pas me servir d'un écran et je n'ai pas internet chez moi.» Une personne active dans la restauration explique ses difficultés après avoir perdu son emploi: «C'est très très difficile même psychologiquement, parce que je me demande aussi, après le Covid, qu'est-ce que je vais faire?»

Difficile de demander

«Certains veulent se débrouiller seuls et n'utilisent pas les services publics», détaille Yves Charrière. «Beaucoup ne mangent pas à leur faim. Ils donnent aux enfants, mais il ne reste rien pour eux», complète Claude Maillard. Le Covid n'a rien changé à la difficulté de demander de l'aide. «Les gens attendent clairement de n'avoir rien dans les placards.»

Pierre Monferini, directeur de SOS futures mamans, constate également une hausse des demandes d'aides financières. La Gruyère est touchée comme le reste du canton. Parmi les points positifs, il relève que le district s'est montré exemplaire dans sa capacité à mobiliser et à coordonner rapidement l'action des associations. Un exemple dont s'inspire le collectif cantonal aujourd'hui. **DM**

La Gruyère / Jeudi 11 mars 2021 / www.lagruyere.ch

11.03.21 **Le Colvert du peuple**
Le rude combat pour la dignité

https://lecolvertdupeuple.ch/2021/03/11/le-rude-combat-pour-la-dignite/

LE COLVERT DU PEUPLE
JOURNAL FRIBOURGEOIS ENGAGÉ
JOURNAL CALENDRIER COLLECTIFS RESSOURCES PLUS

ÉCRIT PAR AARON A. AARONSON · 11 MARS 2021

Dire que le coronavirus a encore précarisé davantage les populations déjà vulnérabilisées et a fait basculer dans la pauvreté toustes celleux qui arrivaient tout juste à s'en sortir est devenu un lieu commun. Mais certaines associations et collectifs[1] sont bien placées pour en parler et, hier matin 10 mars, celles-ci tiraient la sonnette d'alarme.

La précarité à Fribourg, ça existe.

Le canton de Fribourg et sa population ont la chance de bénéficier d'un tissu associatif développé, solide et efficace. Mais lorsque l'Etat laisse à des organisations de la société civile la charge d'assumer ses responsabilités, il y a quand-même un gros problème. Dans une conférence de presse, 58 collectifs fribourgeois pour l'aide aux personnes défavorisées ont fait part au gouvernements cantonaux et communaux, témoignages à l'appui, de leur constat sans appel, le dispositif social ne fonctionne pas, ou en tous cas pas assez, en cette période de crise majeure. Beaucoup d'associations se sont mobilisées pour venir en aide aux plus démuni·es, accueil d'urgence, distribution de nourriture et de biens de première nécessité, etc. Mais ces solutions étaient censées être temporaires, le temps que l'Etat fasse ~~quelque chose~~ son travail. Aujourd'hui, elles sont à bout. La demande ne recule pas, la deuxième vague ayant achevé les personnes qui avaient tenu pendant la première grâce à leurs économies et qui n'ont maintenant plus rien non plus.

Du côté des aides sociales, également, la situation est très insatisfaisante. Il faut dire que des décennies de politique néolibérale et de conservatisme social nous ont laissé des institutions moribondes. Très peu de personnes parmi les plus vulnérables ont droit au chômage, par exemple les étudiant·es qui terminent leur formation et ne trouvent pas tout de suite un travail peuvent aller se gratter. Et l'aide sociale à proprement parler[2], en plus d'être encore remboursable à Fribourg[3] (ce qui signifie qu'elles ne sont ni plus ni moins que des dettes), sont dissuasives sur beaucoup d'autre points (renouvellement du permis de séjour impossible, démarches administratives compliquées et chronophages, inégalités de traitement, sans parler de la stigmatisation des « assisté·es », pour laquelle on peut encore remercier la droite), il suffit d'écouter le témoignage de Mme Karine D. pour s'en convaincre.

Un manifeste pour la dignité

Les organisations ont donc décidé de s'unir dans la rédaction d'un manifeste pour la dignité[4]. Voici leurs revendications en bref :

1. **Garantir le droit à l'alimentation.** La faim et l'insécurité alimentaire ne sont pas acceptables dans le canton. Le collectif demande des mesures concrètes pour garantir le droit à l'alimentation.
2. **Suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale et uniformisation des traitements.** Le collectif demande la suppression du remboursement de l'aide sociale dans le cadre de la révision de la LASoc et l'égalité de traitement et l'harmonisation des prises en charge et des prestations.
3. **Introduction des prestations complémentaires (PC) pour les familles.** Le collectif demande l'introduction rapide des PC familles pour soulager les familles contraintes de vivre avec des revenus trop bas.
4. **Inclusion numérique de toustes.** Le collectif demande l'encouragement de l'inclusion numérique avec la mise en place d'actions concrètes.
5. **Participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté.** Le collectif demande l'implication des bénéficiaires dans les décisions qui les concernent comme gage de qualité et de pertinence pour une action sociale efficace.
6. **Accès à un logement décent pour toustes.** Le collectif demande un appui, par les instances cantonales, des coopératives et fondations d'habitation, notamment à travers la nouvelle association Frimoup.
7. **Renforcer l'intégration sociale des personnes isolées.** Le collectif demande que les personnes isolées, en situation de précarité sociale, puissent bénéficier de structures leur offrant un ancrage social et favorisant leur intégration. Le collectif demande aux instances cantonales que ces structures et projets sociaux soient soutenus de manière pérenne.

Vous trouverez ici le détail des 7 revendications, ainsi que des propositions concrètes.

Le manifeste s'accompagne également d'une pétition pour que chacun·e puisse apporter son soutien aux revendications.

Une vie digne, enfin, débarrassée du capitalisme

Si nous avons tendance à penser, au Colvert du Peuple, que ce n'est pas à coup de pétitions et de révision de lois obsolètes ou d'institutions en déclin que l'on change le monde, nous ne pouvons pas ne pas apporter notre soutien à cette initiative inédite, d'une ampleur sans précédent dans notre canton. La cinquième revendication nous paraît tout particulièrement intéressante et pertinente, redonnons enfin une voix à celleux qui l'ont perdue dans les rouages de l'administration ! Il n'existe d'après nous pas de vie digne dans le capitalisme, mais le besoin de repenser nos modèles de société se fait de plus en plus urgent et de plus en plus visible, et grâce à un collectif de 58 associations fribourgeoises, le mouvement dans notre canton est bel et bien lancé.

1. Dont vous trouverez la liste complète ici ↵
2. Celle que l'on reçoit du Bureau de l'aide sociale ↵
3. Le dernier canton romand avec le Valais à être dans cette situation, et encore, la constituante valaisanne, elle au moins, réfléchit à abandonner ce principe. ↵
4. Vous pouvez visiter leur site ici ↵

https://www.reiso.org/actualites/fil-de-l-actu/7166-fribourg-un-manifeste-pour-la-dignite-interpelle-les-politiques

REISO.org
REVUE D'INFORMATION SOCIALE

Pour partager les savoirs
et les expériences en Suisse romande
S'abonner à REISO

ARTICLES ACTUALITÉS RESSOURCES PLATEFORMES À PROPOS DE REISO

Partager

Sommaire des actualités

Fribourg: un manifeste pour la dignité interpelle les politiques

Jeudi 18.03.2021

Face à une précarité en augmentation, 58 organisations ont signé un « Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg ». Des études de la Haute école de travail social Fribourg corroborent leurs constats.

Afin de dénoncer la pauvreté et le surendettement qui s'accentuent, 58 associations ont signé un « Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg ». Réunies au sein du Collectif dignité, elles y dénoncent notamment les conditions de précarité et le manque de moyens d'aide auquel font faire les organisations. « La crise sanitaire aggrave fortement la situation des plus démuni·es. Elle nous atteint dans notre dignité », est-il écrit en grand sur le document.

Ce plaidoyer requiert plus de dialogue entre les citoyen·ne·s, les organisations et les politiques. Il revendique des solutions qui assurent une vie digne et une prise de responsabilité partagée.

Dans le courrier envoyé aux autorités politiques fribourgeoises, les signataires réclament que le Canton de Fribourg mette en œuvre « MAINTENANT » les engagements formels pris ces dernières années en faveur de la réduction des inégalités et de la lutte contre la pauvreté. L'image négative dont sont victimes les individus en situation de précarité est également dénoncée. « Le rapport de dépendance vis-à-vis de l'État est fortement stigmatisé, notre pays s'étant bâti sur les fondements de la responsabilité individuelle. Partage et redistribution sont associés à assistance, ce qui amène à méconsidérer les bénéficiaires d'aides de l'État comme des assisté·es, ou pire encore. Cette stigmatisation conduit nombre de personnes concernées à renoncer à leurs droits. »

Rappelant que la précarité est une problématique multifactorielle qui « concerne aussi les domaines de la santé physique, de la santé mentale, de l'éducation et la garde d'enfants, de l'acquisition des compétences de base, du travail, de la participation citoyenne, des relations sociales, de l'habitat et de la stabilité du séjour », les associations et organisations énoncent sept mesures pour faire face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale sans que cela ne débouche sur « des situations humaines dramatiques et inacceptables. » Ces mesures sont :

1. Garantir le droit à l'alimentation
2. Suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale ; uniformisation des traitements
3. Introduction des prestations complémentaires pour les familles
4. Inclusion numérique de tous et toutes
5. Participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention de lutte contre la pauvreté
6. Accès à un logement décent pour toutes et tous
7. Renforcer l'intégration sociale des personnes isolées

La Haute école de travail social Fribourg a mené, dès le début de la crise socio-sanitaire liée au Covid-19, plusieurs travaux à ce sujet. Douze articles rédigés dans ce cadre et en collaboration avec REISO ont paru dans la revue, et une brochure « Travail social et Covid-19 », réunissant ces textes, a été publiée.

www.dignite-fribourg.ch

(croc)

- Lire aussi: REISO, Recueil d'articles sur «Travail social et Covid-19», REISO, Revue d'information sociale, publié le 14 décembre 2020.

https://ssp-vpod.ch/site/assets/files/0/35/516/ssp_06_web-1.pdf

FRIBOURG . Cinquante-huit associations ont lancé un «manifeste pour la dignité». Une démarche initiée par des animateurs-trices socio-culturel-le-s confronté-e-s à la flambée de la précarité. Interview.

«Il faut oser de vrais changements»

GUY ZURKINDEN
INTERVIEW

«Par sa brutalité et son caractère inédit, la crise du coronavirus creuse encore plus les inégalités qui lui préexistaient (…) Il n'est pas normal qu'en Suisse et à Fribourg, plusieurs centaines de personnes et de familles doivent faire plusieurs heures de file d'attente pour obtenir de la nourriture», soulignent les signataires du «manifeste pour la dignité».
Ces cinquante-huit associations se sont réunies pour réclamer le droit à la dignité pour tous et toutes dans le canton. Concrètement, elles avancent sept mesures urgentes: la garantie du droit à l'alimentation, notamment via la création d'une banque alimentaire; la suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale; l'égalité de traitement et l'harmonisation des prises en charge et des prestations comme principes fondamentaux de la Loi sur l'aide sociale (LAsoc); l'inclusion numérique et l'accès à un logement décent pour toutes et tous; le renforcement de l'intégration sociale des personnes isolées; et la participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté.
Questions à Eloïse Zwahlen, animatrice socio-culturelle au sein de l'association Reper.

Aux sources de cet appel, il y a les files de personnes en quête de denrées alimentaires…
Eloïse Zwahlen – Au printemps dernier, nous nous sommes rendu compte que des personnes fréquentant nos quatre centres d'animation, en ville de Fribourg, vivaient des situations de grande précarité. Nous avons alors lancé un appel à la soixantaine de collègues de notre association. Objectif: donner une part de notre salaire pour acheter de la nourriture destinée aux personnes dans le besoin. C'est ainsi que nous avons commencé à organiser des distributions alimentaires en avril.
Dans un deuxième temps, à partir de juillet, la Ville et le Canton ont apporté un soutien financier à la démarche. Nous avons cependant senti une hésitation de leur part. Certain-e-s politicien-ne-s nous ont reproché de faire un «appel d'air». Nous avons bien senti que la pauvreté reste un tabou en Suisse.

Qui est venu à ces distributions?
Des personnes qui étaient vraiment dans le besoin, aux profils très variés. Il y avait des Suisses, des immigré-e-s avec divers titres de séjour, des sans-papiers, des habitant-e-s de Fribourg mais aussi des alentours. Des familles, des personnes seules, des salarié-e-s au chômage ou au chômage partiel, des ouvriers licenciés, des personnes à l'aide sociale, des indépendant-e-s qui n'ont pas droit aux aides Covid-19, des mamans célibataires, etc.
La plupart vivaient une situation déjà précaire, aggravée par la pandémie et ses conséquences.

Comment a surgi l'idée du manifeste?
Au cours de ces distributions alimentaires, nous avons fait un double constat: d'une part, la dignité des personnes obligées de faire la queue pour des aliments n'est pas respectée. De l'autre, cette situation exige de vrais changements sociaux.
Nous avons aussi eu le sentiment que, tout-e-s seul-e-s, nous n'arriverions pas à trouver les solutions visant à respecter la dignité de ces personnes. Nous avons donc essayé de mettre ensemble tous les acteurs associatifs confrontés à cette problématique, et lancé un appel dans ce sens en juillet.
Les associations ont répondu présent. Au cours de nos réunions, nous avons décidé de lancer un manifeste s'adressant aux politiques, mais aussi à l'ensemble de la population. Car pour aboutir à des changements, il est nécessaire que la population fasse pression.
C'est dans cet objectif que nous avons rendu public notre manifeste en mars par une conférence de presse.

Vous comptez continuer votre démarche?
Oui. Nous avons fondé dans cet objectif un collectif, nommé «dignité Fribourg».
Un premier axe de travail est de travailler pour créer une coopération alimentaire solidaire dans le canton, permettant de récupérer des invendus et les redistribuer.
Un second groupe réfléchit à la manière de diffuser le débat sur notre manifeste au sein de la population – tout en dialoguant à ce sujet avec le monde politique. Au sein des centres d'animation, nous réfléchissons à des actions publiques, des ateliers de sensibilisation, un concept d'exposition itinérante, etc.
En parallèle, nous allons porter nos revendications dans le cadre de la révision en cours de la Loi sur l'aide sociale dans le canton de Fribourg. Celle-ci doit être améliorée!
Ce débat est urgent. On ne peut pas rester prisonniers·ères de schémas de société qui ne fonctionnaient déjà pas avant le Covid – et encore moins aujourd'hui.
Il faut oser aller vers de vrais changements! ■

La dignité pour tous

5 FRIBOURG – Cinquante-huit associations ont lancé un «manifeste pour la dignité». Une démarche initiée par des animateurs-trices socio-culturel-le-s confronté-e-s à la flambée de la précarité. Interview.

Une banque pour en finir avec la faim

14.04.2021

Le collectif fribourgeois pour la dignité planche sur la création d'une banque alimentaire dans le canton

ANNE REY-MERMET

Précarité » Les longues files d'attente pour récupérer un cabas de nourriture, les distributions de repas gratuits prises d'assaut: la pandémie et la situation sanitaire qui en découle ont révélé la situation très précaire de nombreuses personnes. Une foule de gens à travers la Suisse n'ont pas de quoi préparer trois repas par jour, et Fribourg ne fait pas exception. Si cette situation a été mise en lumière par l'actualité de ces derniers mois, il s'agit d'une réalité quotidienne pour beaucoup de personnes, et ce bien avant la crise sanitaire.

Garantir le droit à l'alimentation figure parmi les revendications du Collectif fribourgeois pour la dignité. Celui-ci est aujourd'hui composé de plus de septante associations et groupements du canton, parmi lesquels Le Tremplin, La Tuile, Banc public, Caritas Fribourg ou encore espacefemmes. Ce collectif a publié en mars un manifeste pour la dignité et adressé un courrier aux autorités cantonales avec sept demandes.

Pour garantir le droit à l'alimentation, le courrier propose au canton la création d'une banque alimentaire. Une telle structure aurait notamment l'avantage de centraliser la récupération de nourriture, de contribuer à la lutte contre le gaspillage de denrées, et de créer des emplois. «L'idée est de s'inscrire en complément de ce qui existe déjà. Nous menons un gros travail de clarification pour déterminer la forme que cette banque alimentaire pourrait prendre», relève Michael Schweizer, collaborateur de Reper qui travaille sur ce projet au sein du Collectif pour la dignité.

A qui distribuer?

Parmi les points à déterminer, la question de savoir comment procéder aux distributions: soit de façon directe, en la remettant aux bénéficiaires, soit en travaillant avec des structures qui œuvrent déjà dans ce domaine. «Des gens ont des besoins, mais ne viennent pas pour différentes raisons. Beaucoup de gens ne veulent pas être vus en train de faire la queue pour de la nourriture, ils éprouvent de la honte, ce qui les retient de venir. Ce dont on s'est rendu compte, avec les distributions organisées ces derniers mois, c'est que beaucoup de personnes viennent chercher des cabas pour d'autres personnes. C'est un réseau d'entraide de proximité très utile que nous pourrions développer», imagine Michael Schweizer.

«La récupération prend énormément de temps et d'énergie.»
Michael Schweizer

Pour garnir les stocks de cette banque, une partie de la nourriture viendrait de la récupération. Une façon aussi de lutter contre le gaspillage alimentaire. En plus de tout le travail à faire pour dénicher et aller chercher des invendus aux quatre coins du canton, il est également nécessaire parfois de transformer le produit. Comme quand on récupère des kilos de tomates très mûres que l'on n'écoulerait plus sur les marchés et qu'il faut les cuisiner en sauce. Les associations récoltent également des aliments rejetés de l'industrie agroalimentaire, pour des défauts esthétiques par exemple.

«Les initiatives actuelles sont localisées et peu liées entre elles. La récupération prend énormément de temps et d'énergie. Beaucoup de petites structures seraient contentes si elles n'avaient plus à s'occuper de cet aspect-là, elles auraient du temps pour d'autres choses», estime le collaborateur de Reper. Mais la récupération ne suffit pas à remplir les magasins d'une banque alimentaire, car cela limite forcément la gamme des marchandises. De telles structures achètent également certains produits pour pouvoir les proposer sur leurs étalages.

Emplois et formations

Le quotidien d'une banque alimentaire nécessite ces tâches d'approvisionnement, de gestion administrative de stockage, de transformation, de manutention, de distributions, il faut des locaux et de la main-d'œuvre. A Genève, la banque alimentaire Partage, soutenue par des fonds publics, emploie plus de trente personnes en «emploi de solidarité» en plus des bénévoles.

«Cela peut également créer des emplois, être une structure de formation, de réinsertion», imagine Michael Schweizer. Le groupe de travail fribourgeois s'est intéressé de près à la façon de fonctionner de la banque alimentaire genevoise, même si la situation est différente au bout du lac Léman, avec notamment une zone géographique plus limitée dans ce canton-ville.

Pour le collectif pour la dignité, un soutien public est essentiel à la réalisation de ce projet. L'infrastructure à mettre sur pied est importante et demande des moyens, il faut respecter toutes les règles liées à la gestion de nourriture, comme la chaîne du froid. Pour cela, il est nécessaire de disposer de locaux, de véhicules et de matériels adéquats.

Bien plus qu'un simple distributeur de nourriture, la banque alimentaire pourrait ainsi travailler sur le développement durable, fournir des emplois et renforcer la cohésion sociale en devenant une référence pour tous ceux qui ne savent pas vers qui se tourner. «Les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter les aliments nécessaires au quotidien ont souvent d'autres difficultés. La banque alimentaire doit aussi avoir un aspect politique, travailler sur les questions de droit à l'alimentation. Le but est qu'un jour on n'ait plus besoin d'une banque pour lutter contre la précarité alimentaire», souligne le travailleur social.

Après avoir présenté ses revendications en mars, le collectif travaille aujourd'hui à la mise en œuvre de celles-ci. Il espère voir ces questions prendre davantage de place, au niveau du grand public, de la politique et des médias. «Ce n'est pas évident de se confronter à ces réalités, ça peut faire peur, mais il est nécessaire d'agir pour le droit à la dignité pour tous.»

LA LIBERTÉ

Trois questions à : Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat, Direction de la santé et des affaires sociales

Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il par rapport aux demandes formulées par le Collectif pour la dignité?

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des sept mesures proposées par le Collectif pour la dignité dans sa lettre, nous en avons accusé réception. J'ai eu un contact avec Philippe Cotting (membre du collectif et directeur de Reper, ndlr): une pétition est en train de circuler et des groupes travaillent sur les différentes mesures. Ils nous adresseront des demandes plus formalisées en fonction des conclusions de ces groupes de travail, en même temps qu'ils nous remettront la pétition. Nous leur répondrons à ce moment-là. Ceci dit, les demandes portent toutes sur des composantes essentielles, nécessaires pour le respect de la dignité humaine. Les besoins ont été exacerbés par la pandémie, mais ils existaient déjà. Nous n'avons pas attendu pour mettre des choses en place, nous avons par exemple mis en consultation en mars l'avant-projet de loi sur les prestations complémentaires pour les familles. Nous avons pris la mesure de la situation et avons notamment accordé des soutiens supplémentaires à des associations comme Banc public, Caritas Fribourg ou les Saint-Bernard du Cœur.

Et le projet de banque alimentaire, qu'en pensez-vous?

C'est une bonne idée, la sécurité alimentaire est un besoin fondamental. La précarisation peut s'étendre à un grand nombre de personnes, on l'a vu. Un projet de banque alimentaire avait déjà été présenté à mes services en début d'année. Aucune demande concrète n'a encore été adressée à l'Etat, ils nous soumettront une proposition quand leur projet sera plus avancé. Il faudra voir dans quelle mesure nous pouvons soutenir la création d'une telle structure: en contribuant à trouver des locaux, avec un soutien au lancement ou alors une aide plus pérenne. Nous avons aussi reçu une demande par rapport à une épicerie sociale. Nous pourrons étudier la question une fois que nous aurons reçu les différentes propositions. Des associations sont déjà actives de longue date dans ce domaine, nous voyons que cela correspond à un besoin. Il faut que nous puissions coordonner les actions des différentes associations, ne pas créer de concurrence, dans l'intérêt de tous.

La création du Collectif pour la dignité qui réunit actuellement plus de 70 associations fribourgeoises permet au canton d'avoir un interlocuteur unique…

Oui, c'est très utile, cela permet de définir une unité d'action. C'est également très précieux d'avoir un retour du terrain. Plusieurs associations ont recours à la récupération alimentaire, il ne faudrait pas que cela entraîne une concurrence, qui nuirait aux bénéficiaires. Une structure comme la banque alimentaire permettrait de réunir ces compétences et de répondre aux besoins sur l'ensemble du territoire cantonal. **ARM**

https://www.freiburger-nachrichten.ch/58-soziale-organisationen-schlagen-alarm-die-corona-krise-verstaerkt-die-armut/

Freiburger Nachrichten

Cédric Fazan, Direktor Tremplin: «Wir sind sehr besorgt.»
Corinne Aeberhard

FREIBURG

58 soziale Organisationen schlagen Alarm: Die Corona-Krise verstärkt die Armut

Nadja Sutter

Freiburger Nachrichten

58 soziale Organisationen fordern in einem Manifest, den Ärmsten im Kanton zu helfen. Denn die Corona-Pandemie hat ihre Situation noch schlimmer gemacht, und mehr Menschen drohen in die Armut abzurutschen.

Das Bild langer Schlangen vor Nahrungsmittelabgaben hat im ersten Lockdown die Bevölkerung aufgeschreckt. Die Situation hat sich seither nicht verbessert. Das merken vor allem jene Organisationen, welche Menschen in Notsituationen Unterstützung anbieten.

Sie erhalten immer mehr Anfragen für Unterstützung und schlagen jetzt Alarm. 58 Freiburger Organisationen haben gemeinsam ein Manifest für die Würde verfasst. «Wir wollen unsere Empörung über die aktuelle Situation zeigen», sagte Philipp Cotting, Direktor von Reper, am Mittwoch bei der Vorstellung des Manifestes. Die Krise zeige Ungleichheiten auf brutale Weise.

«Es gibt jetzt eine neue Kategorie von Menschen, die vorher über die Runden kamen und es jetzt nicht mehr schaffen.» Cotting spricht von Familien, die entscheiden müssen, ob sie Nahrungsmittel kaufen oder die Krankenkassenprämien bezahlen, weil das Geld nicht für beides reicht. «Dass Menschen nicht genug Geld fürs Essen haben, ist des reichen Kantons Freiburg unwürdig.»

François Vallat, Leiter des katholischen Solidaritätsdienstes, brachte es auf den Punkt: «Wir haben eine humanitäre Notlage.» Auch Cédric Fazan, Direktor der Stiftung Le Tremplin, zeigte sich «sehr besorgt».

Sieben Forderungen

Die 58 Organisationen, zu denen neben Reper, Tremplin und der katholischen Kirche unter anderem auch Pro Senectute, Pro Familia, Caritas und La Tuile gehören, stellen in ihrem Manifest sieben Forderungen. Sie haben diese in einem Brief an sämtliche Gemeinderäte, Parteipräsidentinnen und Parteipräsidenten, Grossratsmitglieder sowie an den Staatsrat erläutert. Gleichzeitig haben sie eine Petition lanciert.

Die erste Forderung pocht auf das Recht auf Nahrung, das eigentlich in der Kantonsverfassung verankert ist. Die Organisationen schlagen vor, die kurzfristig organisierten Nahrungsmittelausgaben zu institutionalisieren und eine Freiburger Tafel zu schaffen, die überschüssige Nahrungsmittel an Bedürftige verteilt – nach dem Vorbild der schweizweit tätigen Schweizer Tafel.

Sozialhilfe nicht zurückzahlen

Die zweite Forderung bezieht sich auf die Revision des Sozialhilfegesetzes, die derzeit läuft. Sozialhilfebezüger sollen die Sozialhilfebeiträge nicht mehr automatisch zurückerstatten müssen. Die Rückerstattungspflicht sei in den meisten Westschweizer Kantonen bereits aufgehoben worden. «Viele Menschen, die Sozialhilfe brauchen, wollen sie nicht in Anspruch nehmen, weil sie sich nicht verschulden wollen», sagte Philippe Cotting.

Cédric Fazan kritisierte überdies, dass die Sozialhilfe je nach Gemeinde sehr unterschiedlich gehandhabt werde und die administrativen Hürden hoch seien. «In der Sozialhilfe herrscht eine administrative Logik vor einer sozialen Logik.» Die Anforderungen an die Sozialhilfebezüger müssten einheitlicher werden – und der Zugang leichter.

Karine Donzallaz, ehemalige Sozialhilfebezügerin, erzählte von ihren Erfahrungen. «Man spricht häufig von Sozialhilfemissbrauch, aber nie vom Missbrauch der amtlichen Stellen gegenüber den Bezügern», stellte sie fest. Sie habe den Bezug von Sozialhilfebeiträgen als Verlust der Würde und der Freiheit empfunden. Und sie hielt fest: Jedem und jeder könne es passieren, Sozialhilfe beziehen zu müssen.

Mehr Hilfe für Familien

Die Organisationen fordern weiter die Einführung von Ergänzungsleistungen, um einkommensschwache Familien zu unterstützen. Dazu wird sich der Staatsrat noch diese Woche äussern. Auch brauche es Massnahmen zur digitalen Integration von Menschen, die mangels Know-how oder finanzieller Mittel keinen Zugang zu Online-Angeboten haben.

Menschen, die Hilfsdienstleistungen beziehen, sollen zudem stärker in Entscheide zur Prävention von Armut einbezogen werden. Auch wird im Manifest festgehalten, dass alle Menschen Zugang zu einer angemessenen Unterkunft haben sollen und die soziale Integration von isolierten Personen gefördert werden soll.

Anne Pascale Collaud von Caritas Freiburg erinnerte daran, dass die Krise auch Auswirkungen auf die psychische und physische Gesundheit hat. «Kinder zahlen als Erste den Preis.» Könnten sie sich wegen beengter Lebensbedingungen nicht zurückziehen zum Lernen, habe das direkte Auswirkungen auf ihre Zukunft. Sozialausgaben seien deshalb eine Investition zugunsten der Kinder.

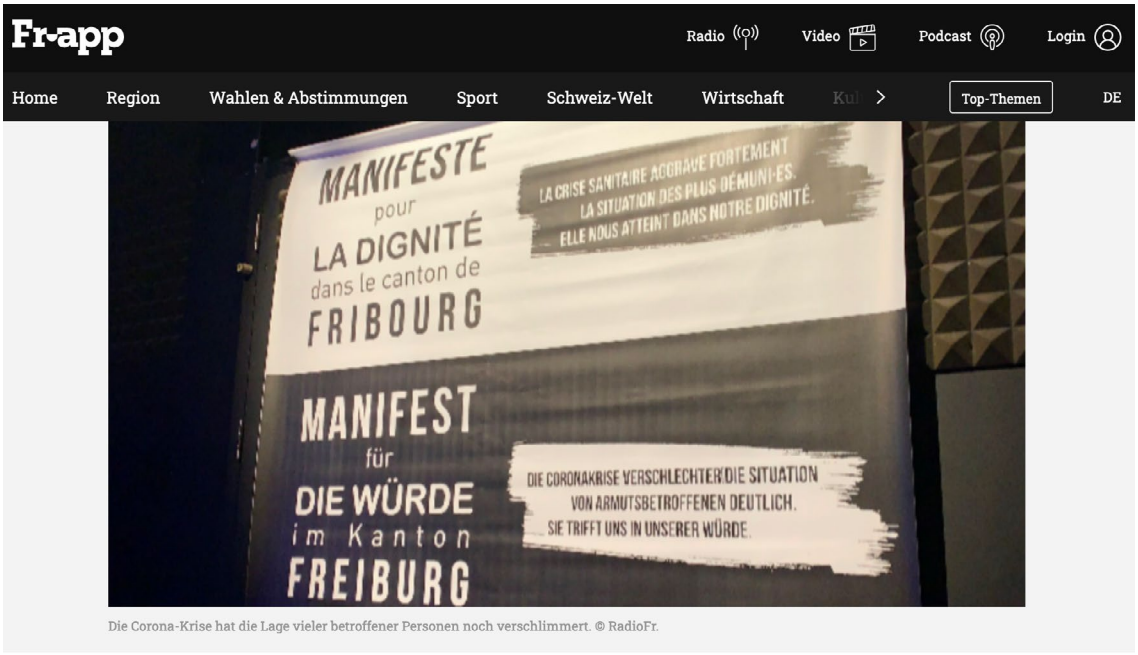
Mehr Informationen: www.wuerde-freiburg.ch

Reaktion

Staatsrätin Demierre: «Diese Krise unterstreicht das Potenzial zur Verbesserung der Sozialhilfe»

Konfrontiert mit den Forderungen des Manifests, sagt Staatsrätin Anne-Claude Demierre, das Sozialschutzsystem sei grundsätzlich solide, was sich auch in der Krise bewiesen habe. Der Staatsrat habe einen Zuschuss von einer Million Franken gewährt zur Unterstützung bestimmter Institutionen, für die Verteilung von Lebensmitteln oder Gutscheinen und für einen Auftrag an die Caritas zur Gewährung von Finanzhilfen. Dennoch anerkennt sie, dass die Krise Grenzen des Sozialsystems aufgezeigt hat und dass es gerade bei der Sozialhilfe Verbesserungspotenzial gibt. Sie glaubt, dass das neue Sozialhilfegesetz, das derzeit in Konsultation ist, eine gewisse Abhilfe schaffen kann. Zur Forderung einer Nahrungsmittelverteilung sagt sie, der Staatsrat prüfe derzeit solche Projekte und unterstütze zudem Organisationen, welche Nahrungsmittel verteilen. nas

https://frapp.ch/de/articles/stories/forderung-zur-revision-des-sozialhilfegesetzes



Die Corona-Krise hat die Lage vieler betroffener Personen noch verschlimmert. © RadioFr.

Gesellschaft

11. März 2021, 09:41

Ein Manifest für die Würde

58 gemeinnützige Vereine und Hilfsorganisationen fordern Massnahmen, um die Armut im Kanton nachhaltig zu bekämpfen.

Das am Mittwoch präsentierte Manifest für die Würde hält am 7. Artikel der Schweizerischen Bundesverfassung fest. Darin steht: "Die Würde des Menschen ist zu achten und zu schützen." Im Manifest stehen sieben konkrete Forderungen zur Verbesserung der Situation der Hilfsbedürftigen im Kanton Freiburg.

Stefanie Losey ist Mit-Initiantin des Manifests und arbeitet beim Solidaritätsdienst der Katholischen Kirche Freiburg und sagt: «Es ist nicht gerecht, dass jemand stundenlang anstehen muss, um etwas zu essen zu bekommen." Es sei unwürdig, dass jemand beim Sozialamt mit Formularen bombardiert werde, wenn man konkrete Hilfe erhalten möchte.

Forderung nach einer Offenen Tafel

Sieben Forderungen stehen im Manifest, so etwa das Recht auf Nahrung. In dem Sinne soll in Freiburg eine Offene Tafel entstehen. Michael Schweizer vom Verein Reper erklärt: "An einem solchen Ort könnte man in grösseren Massstäben Nahrungsmittel sammeln, weiterverarbeiten und auch deren Verteilung organisieren. Damit wird die Herausgabe des Essens so geregelt, dass ein Warten in Schlangen nicht mehr nötig ist." Weiter könne damit auch die Lebensmittelverschwenung reduziert werden.

Auch die Forderung zur Revision des Sozialhilfegesetzes steht auf dem Papier. Die bisherigen Rückerstattungsbestimmungen in der Sozialhilfe sei ein zusätzlicher Druck für betroffene Personen. Dazu Stefanie Losey: "Es existiert kein kantonales Gesetz, das überall die Gleichstellung garantiert. Zumeist liegt es im Ermessen des zuständigen Sozialdienstes vor Ort, über die notwendigen Massnahmen Entscheide zu fällen." Je nach Wohnort führe dies zu einer Ungleichstellung der Hilfsbedürftigen.

Beitrag Menschenwürde
11.03.2021
00:00 02:28

Armut immer noch ein Tabu-Thema

Von den 58 gemeinnützigen Vereinen und Hilfsorganisationen wurde auch darauf hingewiesen, dass das Thema Armut in der Gesellschaft oft nur hinter vorgehaltener Hand ausgesprochen wird. Betroffene würden vielfach stigmatisiert. Vor den Medien schilderte eine Frau ihre Erlebnisse. So sei sie trotz guter Ausbildung wegen unglücklicher Umstände 21 Monate auf Sozialhilfe angewiesen. Diese Erfahrungen seien für sie sehr schlimm gewesen, wobei sie nicht nur viel Druck erfuhr, sondern auch eine starkes Gefühl von Scham verspürte. Als "Sozialfall" zu gelten und die gesellschaftliche Stigmatisierung zu erfahren, sein sehr schlimm für sie gewesen und mahnt: "So etwas kann wirklich jedem passieren. Der Gang zur Sozialhilfe ist keine Wahl, die jemand freiwillig trifft."

Beitrag Armut und Existenzängste
11.03.2021
00:00 02:06

Das Manifest für die Würde soll ein Appell an Gesellschaft, Behörden und Politik sein. Sie bietet einen Denkanstoss und möchte die öffentliche Diskussion eröffnen. Das Kollektiv Menschenwürde Freiburg hat zusammen mit diesem Manifest eine Petition lanciert, die interessierte Personen mit ihrer Unterschrift unterstützen können.

Pandemie rückt Probleme ans Tageslicht

Die Corona-Pandemie hat in vielen Bereichen Probleme ins Tageslicht gerückt. Sie zeigt, wie viele Menschen im Kanton Freiburg in prekären, wirtschaftlichen Verhältnissen leben. Stefanie Losey, stellt fest: "Unser Verein möchte mit den uns zur Verfügung stehenden Mitteln eine Armut bekämpfen, die bereits vorhanden ist und zum Teil gut versteckt ist. Corona hat die Prekarität intensiviert und sichtbarer gemacht."

Mehr Hilfsbedürftige als erwartet

Überraschend für die Hilfsorganisationen war die Anzahl der hilfsbedürftigen Menschen innerhalb des Kantons. Die vom Verein Reper organisierte Lebensmittelverteilaktion vom vergangen Jahr beispielsweise hat mehr Leute angezogen, als ursprünglich gedacht. Vereinsmitglied Michael Schweizer erinnert sich: "Darauf waren wir nicht vorbereitet. Wir rechneten zu Beginn mit der Verteilung von cirka 200 Hilfspaketen. Zum Schluss gaben wir pro Woche fast 14 Tonnen Nahrungsmittel heraus."

Mehr Hilfsbedürftige als erwartet
10.03.2021
00:00 00:16

Hat die Arbeit der Hilfsorganisationen die Not der Menschen nicht etwas lindern können? Stefanie Losey verneint, das Problem bestehe weiterhin. Die Armut im Kanton Freiburg sei eine Realität. Sie fordert: "Die verschiedenen Initiativen müssen längerfristig geplant werden. Es kann nicht sein, dass man alles herunterfährt, wenn die Krise einmal vorbei ist."

Laut der Mit-Initiantin des Manifests soll mit der Aktion die Gesellschaft für dieses Problem sensibilisiert werden. Vor allem will man damit aber Behörden und Politik erreichen: "Wir hoffen wirklich, dass die verschiedenen politischen Instanzen mit uns in Kontakt treten, damit wir mit ihnen herausfinden, wie man die Forderungen des Manifests konkretisieren kann." Es brauche nachhaltige Lösungen, um gegen die steigende Armut im Kanton vorzugehen. Die Verantwortung liege bei der gesamten Gesellschaft.

Weitere Infos unter: www.dignite-fribourg.ch

RadioFr. - Valentin Brügger / faeb

11.03.21 **SRF Radio, News**

Im Kanton Freiburg haben sich nun rund 60 Organisationen zusammengeschlossen, um sich für diese Menschen einzusetzen.

https://www.srf.ch/play/radio/regionaljournal-bern-freiburg-wallis/audio/armut-wenn-das-geld-wegen-corona-knapp-wird?id=5ae70379-5656-4761-bbbb-50ec5fd399c9